

François Valentin (homme politique)

 Pour les articles homonymes, voir [François Valentin](#).

François Charles Joseph Valentin, né à Nancy le 8 août 1909 et mort à Chambley-Bussières le 24 septembre 1961, est un homme politique français. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il dirigea la *Légion française des combattants* de 1941 à 1942 avant de rejoindre la Résistance. Il fut par la suite député de la III^e République, sénateur de la IV^e République et enfin député de la V^e République.

1 Un catholique patriote

Il est le fils d'un avoué près la cour d'appel de Nancy, d'origine mosellane, et d'une mère vosgienne. Il est aussi le neveu de [Maurice Perrin](#), professeur de médecine à Nancy et conseiller municipal « national » et de [Jules Valentin](#), président de la Fraternité Saint-Léon, tous deux proches des *Jeunesses patriotes*^[1].

François Valentin fait ses études au collège Saint-Sigisbert, puis à la faculté de droit de Nancy, et s'inscrit au barreau de Nancy en novembre 1931. Il effectue entre-temps son service militaire en tant que sous-lieutenant au 10^e bataillon de chasseurs à pied, à Saverne. Il deviendra plus tard vice-président des officiers de réserve de Nancy. Il est désigné à l'unanimité en 1935 pour représenter la XX^e région au conseil d'administration de l'Union nationale des officiers de réserve.

Membre du patronage « La Foucotte », responsable de mouvements de jeunesse catholique dès 1927, vice-président du Groupement des étudiants catholiques à 18 ans, il est présenté en 1929 au maréchal Lyautey retiré à Thorey. Il entretiendra une relation étroite avec celui-ci jusqu'à sa mort en 1934. Il est un des dirigeants régionaux de l'*Association catholique de la jeunesse française* : président de l'Union diocésaine de l'ACJF à partir de 1928, puis président de l'Union régionale jusqu'en 1935.

Il ne partage pas les tendances pacifistes des cadres parisiens de l'ACJF ; il est au contraire le héraut d'un patriotisme traditionnel et vigilant. En avril 1930, dans le cadre du congrès national de l'ACJF à Nancy, il organise un pèlerinage patriotique à Sion et à Thorey, afin d'enseigner « la cause de Dieu et de la France » et d'écouter des discours patriotiques de [Louis Marin](#) et de Lyautey. Il attire l'attention d'Édouard de Warren sur le pacifisme des *Annales de la jeunesse française* en novembre 1932. Il participe à la campagne des organisations catholiques contre la

franc-maçonnerie dans les années 1930 ; il dénonce ainsi « l'action dissolvante et sournoise de la franc-maçonnerie et de ses filiales » en 1935 dans une conférence donnée à Bar-le-Duc par l'Union catholique^[2].

Il ne cache pas ses croyances après son élection en 1936. Il assiste par exemple à une fête de l'Union Drouot en janvier 1936 à Jarny, où il tient un discours patriotique et religieux : « Que cette jeunesse soit donc fière […] car c'est par elle que la France redeviendra libre et heureuse ; à une condition toutefois, c'est que tous sachent se grouper autour du double étendard qui doit être le nôtre : le drapeau national et la croix^[3] ». En mars 1939, il donne une conférence à Metz sur le rôle de la femme dans le monde chrétien à l'occasion d'une réunion de la *Ligue féminine d'action catholique*.

1.1 La carrière politique

Très tôt, il s'intéresse à la politique. Il est alors un républicain « national », hostile au régime parlementaire, qu'il qualifie de « régime infect »^[4] en 1930 dans une lettre au maréchal Lyautey, se situant dès 1933 dans les réseaux des *Jeunesses patriotes* de Nancy, dont il est membre depuis 1934, et de la *Fédération républicaine* : on relève son nom dans plusieurs réunions politiques de ces groupements^[Note 1]. Il est secrétaire général du quotidien nancéien *L'Éclair de l'Est*^[Note 2], contrôlé par [Louis Marin](#), de novembre 1934 à 1936 (son oncle Maurice Perrin est le président du conseil d'administration de la Presse de l'Est qui édite ce quotidien).

Docteur en droit depuis peu, il est élu au second tour avec l'aide des militants de la *Fédération républicaine* et des *Ligues*^[Note 3] député de [Meurthe-et-Moselle](#) (circonscription de Nancy) — plus jeune député de France, à 26 ans — au printemps de 1936 et s'inscrit au groupe de la *Fédération républicaine*. Dans un appel aux électeurs lors de la campagne électorale, il établissait deux blocs face à face et résumait l'élection à quelques choix : pour ou contre la patrie, pour l'union sociale ou pour la lutte des classes, pour la sauvegarde de la liberté ou pour la dictature. Un de ses tracts demandait aux électeurs « d'éviter à la France les convulsions de la guerre civile voulue par les soviets »^[5].

Il est nommé président des *Jeunesses de la Fédération républicaine* en janvier 1939.

En Lorraine, il est membre actif du Rassemblement national lorrain (RNL), rassemblement lorrain des opposants au Front populaire, de 1936 à 1939^[Note 4]. Il adhère

en avril 1937 au Comité de défense des libertés républicaines et de sympathie pour le PSF. Il s'écarte ainsi de l'hostilité de Louis Marin à l'égard du **Parti social français** ; il souhaite alors œuvrer à l'union des droites, ce qu'il fait encore en 1939, en soutenant **Marcel Deschaseaux** dans sa campagne électorale, n'hésitant pas à participer aux côtés des chefs du PSF (en l'occurrence **Charles Vallin**) à une réunion électorale.

À Nancy, il entre en relation avec le colonel de **Lattre**, et fera partie de l'état-major de celui-ci en 1940 (il est promu capitaine en mars 1940), alors que de **Lattre**, devenu général, commandera la 14^e division d'infanterie. Patriote, son premier réflexe est de refuser l'armistice et de rejoindre le général de **Gaulle** à Londres, mais sa confiance en **Pétain** et son sens de l'obéissance l'en empêchent^[6].

1.2 Le régime de Vichy

Il vote le 10 juillet 1940 les pleins pouvoirs au maréchal **Pétain**, militant pour cela au sein de la Fédération républicaine aux côtés de **Philippe Henriot**, **Pierre Taittinger** et **Xavier Vallat**. Il devient directeur-adjoint de la **Légion française des combattants** ; il est nommé en mars 1941 par le maréchal **Pétain** à la tête de la **Légion**, succédant à son ami **Xavier Vallat**. Celui-ci, ancien secrétaire général aux anciens combattants, est nommé commissaire aux questions juives. Il oriente la **Légion** dans une ligne patriote, anti-allemande. À cette date, la **Légion** est forte d'un million et demi d'adhérents. En septembre 1941, il ne peut empêcher la création d'un « comité civique » au sein de la **Légion**, constitué d'éléments modérés et d'hommes plus engagés comme **Joseph Darnand**. **Pétain** lui adresse une lettre le 18 décembre 1941, qui est un véritable désaveu et un constat d'échec de l'action de la **Légion**, ainsi qu'un appel à la « constitution de cellules actives qui [...] puissent permettre la détection et l'éducation des futurs révolutionnaires nationaux^[7] ». En janvier 1942, le **Service d'ordre légionnaire** de **Joseph Darnand** est créé et intégré à la **Légion**.

1.3 La Résistance

Il proteste contre le rappel en métropole du général **Weygand**, qui le dissuade de présenter sa démission au maréchal **Pétain**. Le 18 novembre 1941, aux côtés d'autres cadres de la **Légion**, il demande une entrevue à **Pétain** et lui déclare : « Monsieur le maréchal, nous avons le regret, pour la première fois, nous, vos soldats, de vous désobéir. Du plus profond de notre cœur, nous vous adjurons : ne sacrifiez pas le général **Weygand**... Cela ne servira à rien. Les Allemands ne vous en auront aucune reconnaissance. Prenez garde, monsieur le Maréchal, prenez garde à vous^[8]. » En contact avec la **Résistance** à partir de novembre 1941, il démissionne en mai 1942 au retour de **Pierre Laval**, qui veut rendre plus autonome le

SOL au sein de la **Légion Française des Combattants**. Le **SOL** deviendra en 1943 la **Milice française**. Il ne rompt pas encore ouvertement avec le régime de Vichy.

De retour dans le domaine du droit, **Valentin** s'inscrit au barreau de Tulle et, avec maître **Punthous**, bâtonnier du barreau de Toulouse, défend le général de **Lattre** qui comparait en janvier 1943 pour avoir désobéi aux ordres lui interdisant de résister aux troupes allemandes pénétrant dans la zone libre. Par la suite, il passe dans la clandestinité et rejoint l'armée secrète sous le pseudonyme de **Frédéric Vautrin**, puis, à la tête d'un bataillon **FFI** dans le Tarn, sous celui de commandant **Vincenot**. Il adhère à l'**Organisation de résistance de l'armée**^[9].

Il décide de lancer un appel à la **Résistance** auprès des légionnaires. Il enregistre un message, que deux résistants du **Super-NAP** font parvenir à Londres^[Note 5]. Il est lu par **Maurice Schumann** à la **BBC** le 29 août 1943, troisième anniversaire de la **Légion**, et publié par la presse clandestine. Il y reconnaît son erreur de jugement : « Un cri de de colère monte de nos cœurs, quand nous jetons un regard sur le chemin parcouru depuis trois ans et que, nous rappelant les espérances d'alors, nous constatons à quelles réalités nous avons été conduits, de chutes en chutes, de combinaisons en combinaisons, de lâchetés en lâchetés. Pourtant, il ne pouvait en être autrement : notre erreur a été de croire qu'on pourrait relever un pays avant de le libérer. On ne reconstruit pas une maison pendant qu'elle flambe. » Puis il constate que le gouvernement n'a plus ni armée, ni flotte, qu'il n'est plus qu'une « façade de gouvernement » et qu'il faut donc en tirer la conclusion qui s'impose : « Non seulement il n'a plus droit à l'obéissance, mais lui désobéir est une obligation chaque fois qu'il s'écarte du bien général de la nation. [...] Obéir ? Oui, mais à des chefs qui, eux-mêmes n'obéissent qu'à la France seule. Pour ceux qui se proposent cet idéal, il n'y a plus place pour l'hésitation : il n'y a pas d'autre devoir que de rallier sans arrière-pensée les rangs des mouvements de résistance ». **Valentin** encense donc les résistants : « Ces soldats sans uniforme incarnent les plus hautes traditions de l'héroïsme français » ; il fait référence au Comité national d'Alger, qui, « après avoir relevé notre souveraineté défaillante », travaille à « nous redonner une armée et une voix dans le monde », mais ne va pas jusqu'à citer le nom du général de **Gaulle**. C'est qu'il est giraudiste, et non gaulliste.

À la radio de Vichy, **Philippe Henriot** lui reproche d'avoir trahi la confiance du maréchal en prétendant savoir mieux que lui où était l'intérêt de la France : « Vous avez disparu, happé par les ténèbres opaques qui baignent les dissidences larvées... »^[10]. De même, l'organe de la **Milice française**, **Combats**, s'en prend à **Valentin**. Une caricature en diptyque, titrée « Opportunisme ou les métamorphoses de M. François **Valentin** », le dépeint en 1940 : jeune et musclé, il retrousse ses manches et s'appête à corriger un « judéo-maçon » aux cheveux crépus et au nez accentué, portant redingote et symbole maçonnique. Le second volet montre **Valentin** en 1943 : il s'incline devant le

personnage qu'il voulait bâtonner en 1940^[11]. Pourtant, quelques jours avant la diffusion de son message, il écrit à Xavier Vallat, resté son ami : « Les autres vont croire que je suis passé à l'ennemi, à la Loge, aux Juifs et aux francs-maçons. Mon seul but, à l'inverse, est de tenter de déjouer leurs manœuvres^[12] »

L'appel de Valentin à la résistance n'a pas l'effet escompté en tout cas auprès des légionnaires, du fait surtout de l'inertie et du déclin de la Légion. Quant au ralliement de Valentin, il est contesté par certains, notamment ceux qui n'ont pas oublié les luttes politiques d'avant guerre et ceux qui sont partisans de la fermeté à l'égard de ceux que l'on nomme aujourd'hui les « vichysto-résistants ».

En 1944 et 1945, Valentin fait les campagnes de France et d'Allemagne, au sein de la 1^{re} armée commandée par de Lattre, à la tête d'une compagnie de la 3^e division d'infanterie algérienne. Il participe en particulier à la défense de Strasbourg en janvier 1945 lors de la contre-offensive de Gerd von Rundstedt.

1.4 Retour en politique

En 1945, il est déclaré inéligible, et le jury d'honneur refuse de lever l'inéligibilité. S'il admet que l'attitude de Valentin « s'est modifiée, qu'il a proclamé son erreur et a pris courageusement les armes contre l'ennemi », le jury a considéré que « le rôle politique très important joué [...] de 1940 à 1942 a gravement contribué à affaiblir le moral de la nation^[13] » Il est aussi exclu de la Fédération républicaine, avec 14 autres parlementaires du parti.

En 1947 et jusqu'en 1950, il est éditorialiste à *L'époque*. Parallèlement, il devient, en 1948, secrétaire général de l'association Rhin et Danube fondée à la demande du général de Lattre : pendant que celui-ci est en Indochine, François Valentin est son représentant personnel à Paris ; il l'informe et assure la liaison avec les milieux politiques. En septembre 1951, il accompagne le général de Lattre aux États-Unis dans son voyage d'information sur les enjeux réels du conflit indochinois. Il sera en relation, durant ces périodes, avec Raoul Salan, adjoint militaire de De Lattre à l'époque, et son remplaçant en Indochine.

Relevé de son inéligibilité parlementaire à la suite du vote d'une loi d'amnistie promulguée en novembre 1952, François Valentin peut être élu sénateur indépendant de Meurthe-et-Moselle le 25 mars 1956. Il siège au groupe des **Républicains indépendants**. Il est réélu le 8 juin 1958, mais il démissionne pour se présenter aux législatives. Il est élu député indépendant de Toul en novembre 1958. Il siège au groupe des **Indépendants et paysans d'action sociale**. À l'Assemblée nationale, il est élu, en janvier 1959, président de la Commission de la défense nationale et des forces armées. Il y affirme sa prise de position en faveur de l'Algérie française. Il viendra d'ailleurs témoigner pour la défense, au procès des généraux Challe et Zeller, en mai 1961.

1.5 Une mort subite

Chevalier de la Légion d'honneur, titulaire de la croix de guerre 1939-1945 et de plusieurs citations, François Valentin meurt tragiquement, dans un accident de la route, le 24 septembre 1961. Il est alors à un poste clé à l'Assemblée nationale, alors que la crise algérienne va connaître une évolution cruciale. Jacques Chaban-Delmas prononça le 3 octobre son éloge funèbre, auquel s'associa le Premier ministre au nom du gouvernement.

2 Notes et références

2.1 Notes

- [1] Il assiste à une réunion du Centre lorrain d'action politique et sociale, fondé à Nancy à la fin de l'année 1933. Ce centre a pour vocation de faire se rencontrer les cadres de la Fédération républicaine et ceux des ligues. Il est présent au congrès des Jeunesses patriotes en mars 1934 à Nancy. Il tient une conférence à Épinal en avril 1934 lors de la réunion mensuelle de la section spinalienne des JP. Il est encore présent à une réunion du Parti national populaire, avatar des JP, le 10 mai 1936 à Nancy. Il assiste à une réunion du Front national à Nancy en novembre 1934. Il est l'un des avocats en 1934 à Nancy de ligueurs de la Solidarité française et des JP, accusés de vol dans un local de la CGTU, aux côtés d'autres avocats nancéiens militant dans les groupements « nationaux » (Adrien Sadoul et M^c Duluc, de la Solidarité française) et de Georges Scapini.
- [2] Le quotidien est dirigé depuis 1934 par Émile Meyer, qui milite pour la Fédération républicaine et a œuvré en 1934-1936 pour l'union des ligues, participant à de nombreuses réunions, souvent comme orateur.
- [3] Notamment le docteur René Goepfert et le conseiller d'arrondissement URD de Nancy-Ouest depuis 1928 (élu conseiller général en 1937) René Galas, employé d'usine, militant catholique, membre des JP, proche d'Édouard de Warren et de Louis Marin, du Comité d'union républicaine nationale et sociale de Nancy, qui s'occupe de sa campagne. Il s'est entendu avec Louis Marin et a rendu visite à François de Wendel. Au soir du 26 avril, il apparaît aux côtés de Marin à une fenêtre du premier étage de l'immeuble de *L'Éclair de l'Est*, place Carnot à Nancy.
- [4] Il est le seul parlementaire lorrain à collaborer au périodique du RNL, *La Lorraine nationale et sociale* et il participe à ses réunions, réunions privées et réunions de propagande : il est le parlementaire qui a le plus assisté aux réunions du RNL, à Nancy en juillet 1936, à Neufchâteau en 1937, aux congrès de 1937, 1938 et 1939, à une réunion à Nancy en janvier 1938 et à une autre en février 1939.
- [5] Le NAP désigne le noyautage des administrations publiques, chargé d'infiltrer les rouages de l'État pour le compte de la résistance. Fonctionnait à Vichy un « super-NAP », animé par Bernard de Chalvron, fonctionnaire au ministère des affaires étrangères, et Maurice Nègre, journaliste. Valentin a pris contact avec eux en février

1943, par l'intermédiaire d'une fonctionnaire du ministère des affaires étrangères, Suzy Borel, future épouse de Georges Bidault (François Broche, *L'armée française sous l'occupation*, t. II, *La métamorphose*, Paris, Presses de la cité, 2002, p. 444-445).

2.2 Références

- [1] Jean-François Colas, *Les Droites nationales en Lorraine dans les années 1930 : acteurs, organisations, réseaux*, thèse de doctorat, université de Paris X-Nanterre, 2002.
- [2] Jean-François Colas, *Les Droites nationales en Lorraine dans les années 1930 : acteurs, organisations, réseaux*, *op. cit.*, p. 515, 584-585.
- [3] Luc Delmas, « L'Union Drouot : l'Église lorraine sur le chantier de l'éducation physique », dans *Une anthropologie religieuse en Lorraine - hommage à Serge Bonnet*, Metz, Éd. Serpenoise, 2000. L'Union Drouot a été fondée en 1914. Elle comprend 90 sections et groupe environ 8 000 jeunes catholiques. Luc Delmas souligne les « accents militaro-chrétiens » de ses discours.
- [4] Jean-François Colas, *op. cit.*, t. I, p. 291-292 ; t. II, p. 360-363 ; t. III, notice biographique.
- [5] Jean-François Colas, *op. cit.*, p. 521.
- [6] Jean-Paul Cointet, *Histoire de Vichy*, Perrin, coll. « Tempus », Paris, 2003, p. 152.
- [7] Jean-Paul Cointet, *Histoire de Vichy*, *op. cit.*, p. 211.
- [8] Jean-Paul Cointet, *Histoire de Vichy*, *op. cit.*, p. 219.
- [9] Colonel A. de Dainville, *L'ORA. La résistance de l'Armée (guerre 1939-1945)*, Lavauzelle, 1974, p. 233.
- [10] Jacques Duquesne, *Les Catholiques sous l'occupation*, p. 323.
- [11] *Combats*, 18 septembre 1943. Citée par Simon Epstein, *Un paradoxe français. Antiracistes dans la Collaboration, antisémites dans la Résistance*, Paris, Albin Michel, 2008, p. 588. La caricature, reproduite dans l'ouvrage de Simon Epstein p. 390, a été dessinée par Ralph Soupault, ancien de *l'Humanité*. Valentin avait déclaré avant son ralliement que le « judaïsme apatride » est l'une des causes des malheurs de la France.
- [12] Simon Epstein, *Un paradoxe français. Antiracistes dans la Collaboration, antisémites dans la Résistance*, *op. cit.*, p. 583. Vallat lui répond en novembre 1943 qu'il l'aime « comme un frère cadet ».
- [13] Olivier Wieviorka, *Les Orphelins de la République. Destinées des députés et sénateurs français (1940-1945)*, Paris, Éd. du Seuil, 2001, p. 406.
- André Jacquelin, *Bir Hakeim*, Paris, Éd. de Kérézac, 1945.
- Olivier d'Ormesson, *François Valentin*, Éditions Berger-Levrault, 1964.
- Jacques Duquesne, *Les Catholiques sous l'occupation*, Grasset, 1986.
- Robert O. Paxton, *La France de Vichy*, Éd. du Seuil, Paris, 1999.
- Jean El Gammal (dir.), *Dictionnaire des parlementaires lorrains de la III^e République*, Metz, Éd. Serpenoise, 2006.
- Jean-François Colas, *Les Droites nationales en Lorraine dans les années 1930 : acteurs, organisations, réseaux*, thèse de doctorat, université de Paris X-Nanterre, 2002.
- Olivier Wieviorka, *Les Orphelins de la République : destinées des députés et sénateurs français (1940-1945)*, Paris, Éd. du Seuil, 2001.
- Jean-Paul Cointet, *Histoire de Vichy*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2003.
- Laurent Bigorgne, « Le Parcours politique d'une génération de modérés : les jeunes de la fédération républicaine », dans François Roth (dir.), *Les Modérés dans la vie politique française (1870-1965)*, Nancy, P.U.N., 2000, p. 390-391.
- Laurent Bigorgne, *L'Après-guerre politique de François Valentin : 1945-1961 : qu'est-ce qu'un retour en politique ?*, mémoire de recherche de l'Institut d'études politiques de Paris, 1996-1997.
- François Broche, *L'Armée française sous l'occupation*, t. II, Paris, Presses de la cité, 2002.

4 Voir aussi

4.1 Article connexe

- Révolution nationale

4.2 Liens externes

- Notice biographique
- Le texte de l'appel de Valentin



- [Portail de la politique française](#)



- [Portail de la Résistance française](#)

3 Sources et bibliographie

- Texte complet de la déclaration publié dans le n^o 5 de *Bir Hakeim*, août-septembre 1943.

5 Sources, contributeurs et licences du texte et de l'image

5.1 Texte

- **François Valentin (homme politique)** *Source* : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Fran%C3%A7ois_Valentin_\(homme_politique\)?oldid=124302404](https://fr.wikipedia.org/wiki/Fran%C3%A7ois_Valentin_(homme_politique)?oldid=124302404) *Contributeurs* : Vargenau, CR, Sebjarod, Mu, Phe-bot, Leag, Švitrigaila, Gzen92, Sammyday, Es2003, 307sw136, Daniel*D, Attis~frwiki, Starus, Bapto le Bougnat, Madame Grindereche, Kyro, Jimmy44, Janseniste, Vlaam, Dhatier, Place Clichy, HerculeBot, ZetudBot, Atpnh, DSisyphBot, Depechetoï, Cantons-de-l'Est, Coyote du 57, Je suis trop bot, Arsendis, Woozz, Vanoot59, StarusBot, Arroma, Leperebot, HunsuBot, SyntaxTerrorBot et Anonyme : 8

5.2 Images

- **Fichier:Disambig_colour.svg** *Source* : https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/3/3e/Disambig_colour.svg *Licence* : Public domain *Contributeurs* : Travail personnel *Artiste d'origine* : Bub's
- **Fichier:François_Valentin_1936.jpg** *Source* : https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/3/33/Fran%C3%A7ois_Valentin_1936.jpg *Licence* : Public domain *Contributeurs* : <a data-x-rel='nofollow' class='external text' href='http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b9028068x/'>Bibliothèque nationale de France *Artiste d'origine* : Agence de presse Meurisse
- **Fichier:Hémicycle_2_Palais_Bourbon_scropped_and_smaller.jpg** *Source* : https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/7/75/H%C3%A9micycle_2_Palais_Bourbon_scropped_and_smaller.jpg *Licence* : CC BY-SA 3.0 *Contributeurs* : http://commons.wikimedia.org/wiki/File:Hémicycle_2_Palais_Bourbon.jpg *Artiste d'origine* : Chatsam
- **Fichier:Info_Simple.svg** *Source* : https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/3/38/Info_Simple.svg *Licence* : Public domain *Contributeurs* : Travail personnel *Artiste d'origine* : Amada44
- **Fichier:Resistance.jpg** *Source* : <https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/a/a0/Resistance.jpg> *Licence* : CC-BY-SA-3.0 *Contributeurs* : Composition personnelle comprenant le dessin Wikipédia libre de droit de Rama *Artiste d'origine* : Gmandicourt

5.3 Licence du contenu

- Creative Commons Attribution-Share Alike 3.0